

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 109 (1964)
Heft: 8

Artikel: Essai sur la stratégie globale actuelle du monde communiste
Autor: Stettler, E.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343211>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

encore combattre sur son second front russe. Les quelques mois de 1914 où elle disposait de sa liberté de manœuvre sont perdus à tout jamais, tandis que s'organisent puissamment les forces des Alliés qui viendront se ranger aux côtés de l'armée française.

J. PERRET-GENTIL

Essai sur la stratégie globale actuelle du monde communiste

AVANT-PROPOS

Quarante-six ans après la Révolution d'octobre le régime communiste a conduit l'Union Soviétique, au prix des pires difficultés, à la deuxième place parmi les grandes puissances, mais aussi au différend sino-russe et à la concession du Traité de Moscou sur l'interdiction partielle des essais nucléaires.

Ces trois faits capitaux donnent incontestablement un tour nouveau à sa stratégie globale. Issue du dogme de la révolution mondiale, elle va sous la pression des événements se transformer en *Realpolitik* dont les effets apparaîtront dans le bilan de 1963 et marqueront plus clairement encore les années à venir.

LA NOUVELLE FORMULE

L'évolution du monde communiste est dorénavant liée à une URSS qui a repris à son compte la politique traditionnelle de l'empire des tsars, mais en la prolongeant résolument à l'échelle du monde, ne laissant à l'idéologie marxiste qu'une place commode de support en vue de réaliser les objectifs de cet impérialisme nouveau.

DE LA RÉVOLUTION MONDIALE A LA « REALPOLITIK »

Les leaders russes d'hier et d'aujourd'hui

On est souvent tenté de ne voir dans les membres de la nouvelle équipe dirigeante de l'URSS que de simples continuateurs de Lénine, plus ou moins habiles, au gré de leur caractère et de leur intelligence, à poursuivre l'édification du communisme mondial. Or, l'étude de ces personnages à travers leur œuvre va montrer des différences fondamentales dans la conception de la politique soviétique et partant de l'univers communiste.

Aux internationalistes, la plupart des Juifs qui ont fait la révolution, il faut opposer les nationalistes russes de la seconde génération, dépositaires de la Sainte Russie.

Pour un Lénine, doctrinaire et mystique, la Russie n'était que le plus faible maillon de la chaîne capitaliste. Cet intellectuel israélite, nourri essentiellement aux sources de la pensée étrangère, ne pouvait que considérer son pays comme la base de départ de la dictature du prolétariat. Il est donc normal que dans cette période immédiatement post-révolutionnaire, la stratégie du Kremlin ait pris avant tout l'aspect d'un prosélytisme appuyé au besoin par l'arsenal de la subversion.

Lénine et Trotzky sont malgré tout restés des visionnaires. Le virage va s'amorcer avec Staline.

Méprisé par son maître qui ne le trouvait pas assez intellectuel, pas suffisamment rompu aux subtilités de la dialectique, le Géorgien dont l'anti-sémitisme fut notoire, trouva pourtant par la ruse et le réalisme, le chemin du pouvoir en passant par le poste de premier secrétaire du parti. Violent et méfiant, ce nouveau dictateur qui n'était encore jamais sorti de son pays, restait encore proche de l'ancien régime. Plus tsar que leader communiste, il dut apprendre à gouverner au gré des événements et calqua, presque d'instinct, sa politique sur celle des Romanoff.

A l'essai de récupération partiellement réussi de la Finlande vint s'ajouter le partage de la Pologne et l'annexion des pays baltes. La fin de la 2^e guerre mondiale lui permit d'établir le cordon sanitaire des pays satellites face à l'Allemagne démembrée, d'étendre la sphère d'influence russe aux Balkans et de poser des jalons dans le Proche et le Moyen-Orient. Il fit en outre preuve de la même incompréhension que ses prédécesseurs impériaux pour les problèmes d'Extrême-Orient en soutenant le Kuomintang outre mesure, en déclenchant la guerre de Corée et en liant toujours plus étroitement le Japon aux USA par son attitude intransigeante en ce qui concerne les îles restées sous l'occupation soviétique. Pour le reste, il n'accorda jamais qu'une importance très secondaire à l'action communiste dans le tiers-monde.

A sa mort, Staline léguait à ses successeurs un empire russe reconstitué, fortement structuré, dans lequel fleurissaient à nouveau la fierté nationale et le patriotisme que les exégètes du marxisme-léninisme s'appliquaient à digérer. Il leur laissait encore un problème, dont il ne semble pas qu'il ait pu voir la portée, celui de l'URSS devenue puissance thermo-nucléaire.

Cet héritage impose aujourd'hui à M. Khrouchtchev, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, des responsabilités nouvelles qui le conduisent à mener une politique des réalités à la mesure du globe. La complexité du monde technique moderne, les similitudes toujours plus frappantes des sociétés hautement industrialisées, ainsi que l'ouverture sur le tiers-monde, ont créé un homme soviétique nouveau dont la pensée commence lentement à se libérer du carcan idéologique. Les impératifs d'une stratégie d'actualité rendent donc la boutade de « Khrouchtchev, le plus occidental des leaders communistes » de moins en moins invraisemblable.

Lorsque, actuellement, Moscou tente de justifier son action par un retour au marxisme-léninisme, cela sent le soufre. La Chine, suivie par une partie du camp socialiste,

crie à l'hérésie. L'idéologie aurait-elle reçu, à dessein ou par la force des choses, une nouvelle place au panthéon soviétique?

Où le dogme devient un instrument

Si l'ordre nouveau instauré par Lénine fut au début porté à bout de bras par le dogme vivant du marxisme, les réalités politiques, économiques et militaires contraignirent rapidement les dirigeants soviétiques à user de toutes les ressources de leur dialectique pour expliquer les fluctuations de leur stratégie et justifier leurs échecs. Or, si le procédé était valable tant qu'il se mouvait dans l'orbite d'un monde qu'avaient pu connaître ou deviner Marx et Lénine, la concordance des événements actuels avec l'idéologie du parti devient toujours plus difficile à établir. Le capitalisme, loin de paupériser les masses, augmente leur bien-être. Les compagnons de route du tiers-monde faussent compagnie quand il leur plaît. Le bloc communiste se transforme en frères ennemis.

Il est donc difficile de croire que les maîtres de l'URSS, sachant ce qu'ils sont, continuent à accorder au marxisme-léninisme un crédit illimité. Tourné vers l'extérieur, celui-ci peut encore fonctionner comme un levier puissant au service de la « Realpolitik » des Soviets. Sur le plan intérieur, il reste l'armature de cet ordre nouveau que le régime ne peut desserrer sans courir le risque de disloquer l'empire.

Alors que la déstalinisation ne fut qu'un produit de la lutte pour le pouvoir et non pas, la répression de l'insurrection hongroise en témoigne, un abandon voulu du totalitarisme fondamentalement nécessaire à la Russie, l'idéologie communiste dont la politique était jusqu'ici l'instrument, tend à ne devenir à son tour qu'un élément de la stratégie soviétique.

Les constantes des relations internationales

Les relations extérieures de l'URSS ont franchi avec la 2^e guerre mondiale, puis l'affaire de Cuba, deux étapes importantes qui peuvent expliquer le comportement actuel des hommes de Moscou. En 1939, après l'échec en Europe de l'Internationale communiste qui n'avait pu s'emparer du pouvoir ni en Espagne, ni en France, Staline reprit trait pour trait les anciens objectifs tsaristes dans l'Est et le Nord du continent. Plus encore, l'ampleur des conquêtes de 1945 allaient donner, pour la première fois, une vocation européenne à une Russie obligée de reprendre à son compte, face à l'Alliance atlantique, la politique traditionnelle des Empires centraux.

Mais cette antique stratégie du débordement par les ailes Nord et Sud ne pouvait désormais se contenter du cadre continental devenu trop étroit. Merveilleuse coïncidence de la « Realpolitik » et des prophéties léninistes, le chemin de Paris et de New York passait vraiment par l'Afrique et l'Amérique latine. Pour les états-majors, il allait, grâce aux armes nouvelles, passer bientôt par le raccourci du Pôle Nord. La pince était dessinée et les Soviétiques s'appliquèrent dès lors à la réaliser par une vigoureuse action en direction des jeunes Etats indépendants.

Enfin, la possession de l'arme thermo-nucléaire va mettre l'Union Soviétique dans la situation de seul interlocuteur valable face aux USA. Le monde se partage en deux, l'Orient s'oppose à l'Occident. Chaque chef de file prend conscience de ses responsabilités globales, et c'est encore à la « Realpolitik » que M. Khrouchtchev va faire appel dans l'affaire de Cuba.

Le marxisme-léninisme s'offrait toujours comme le remarquable véhicule de cette stratégie de l'efficacité. Le dualisme, « Realpolitik » et dogmatisme est d'autant plus déroutant qu'il coexiste dans un espace fixé, mais dans un temps dont la relativité n'est pas la même pour l'Occident que pour Moscou.

LE BILAN DE L'ANNÉE 1963

Dans l'ensemble, l'année politique aura été décevante pour l'Union Soviétique, malgré la ronde éclatante des Vostoks et les cent signatures qui ornent le Traité de Moscou.

L'ÉCONOMIE, IMPASSE DU RÉGIME

Alors que le ménage soviétique a toujours eu de la peine à nouer les deux bouts, il se trouve aujourd'hui dans une crise effective de croissance. La lourdeur de l'appareil de gestion empêche son industrie de s'adapter à la rapidité des changements techniques. La relative libéralisation du régime, conséquence de la déstalinisation, rend plus difficile l'application des méthodes coercitives pour atteindre les niveaux de production.

En outre, l'URSS n'a pas encore absorbé l'expansion de son nouvel espace économique. Les pays satellites ne peuvent plus être exploités comme dans l'après-guerre. L'aide et l'assistance technique aux pays en voie de développement commencent à peser, car elles freinent d'autant l'équipement du territoire national.

Enfin, l'agriculture restée déficitaire vient d'atteindre, dans les terres vierges, les zones à rendement décroissant. Il aura donc suffi, l'année dernière, d'une mauvaise récolte pour que l'Union Soviétique achète du blé américain.

Par conséquent, le Kremlin a dû remettre en cause le plan septennal en cours, faire des choix rationnels et économiquement fondés. Pour 1963, la priorité est restée à l'investissement et à la défense nationale, au détriment du consommateur. Les sovnarkhoses se sont effacés devant un retour à la centralisation.

LA GRANDE MURAILLE DU CONFLIT SINO-SOVIÉTIQUE

L'hétérogénéité de l'Extrême-Orient, tant au point de vue ethnique et social que politique et économique, a fractionné

la stratégie communiste suivant les points d'application et l'optique particulière de Moscou et de Pékin.

Aux yeux de l'Union Soviétique, le Sud-Est asiatique n'est pas encore mûr pour s'engager dans la voie du marxisme-léninisme. En soutenant les nationalismes anti colonialistes, l'URSS vise l'affaiblissement du camp capitaliste pour lequel cette partie du monde constitue, aujourd'hui, plus un embarras économique qu'une réelle source de profits. La crainte qu'un jour la Chine, le Japon et le Sud-Est asiatique ne fassent qu'un seul bloc capable de s'opposer aux Soviets les contraint à y contenir l'expansion chinoise.

Dans la perspective de la Chine populaire, l'Inde représente d'abord un système social qu'il faut faire échouer. La possession des Etats péninsulaires et des archipels du Sud-Est asiatique rapportera les ressources alimentaires et les matières premières indispensables. Enfin, la communisation du Japon donnera, par alliance, la force industrielle et technologique nécessaire à cette future grande puissance.

La stagnation temporaire de l'action communiste dans le Sud-Est asiatique résulte donc de l'opposition de la stratégie soviétique et des Occidentaux aux visées impérialistes de Pékin. Ceci n'empêche d'ailleurs pas l'URSS d'utiliser ce théâtre d'opérations pour mener des actions de diversion, dans la mesure où toutefois elle peut encore contrôler les manœuvres chinoises.

Dans le conflit sino-soviétique, le fait idéologique et le fait politique ont cessé de coïncider. La controverse sur l'interprétation du marxisme-léninisme s'est transformée en un grave dissentiment diplomatico-stratégique entre la plus forte puissance européenne et la plus forte puissance asiatique, dont les dirigeants se disputent la direction du communisme mondial. Et la lutte qu'ils se livrent ouvertement prend de plus en plus le caractère d'une guerre froide. Le mouvement communiste mondial a cessé d'être un phénomène monolithique contrôlé par un centre unique.

LA COEXISTENCE PACIFIQUE, TRÊVE OU DÉTENTE?

Conformément aux prédictions de Manouïlsky, l'URSS vient une fois de plus d'entrer dans une phase de coexistence pacifique que l'Occident juge acceptable de jouer. Le début de cette nouvelle période de stratégie communiste, qui fut marquée par le Traité de Moscou dont les clauses sont si limitées et facilement dénonçables, ne prend sa vraie signification que si on l'intègre dans l'ensemble de la politique soviétique de ces dernières années.

Les servitudes d'une grande puissance thermo-nucléaire et spatiale coûtent très cher à l'économie de l'URSS. L'aide aux pays sous-développés draine des forces techniques et des fonds qui manquent dès lors au pays. Les nations du monde libre surtout, mais quelques-unes du tiers-monde déjà, ont appris à combattre le communisme et s'y entendent toujours mieux.

Les progrès de la Révolution mondiale sont donc plus lents à obtenir et les buts deviennent toujours plus difficiles à atteindre. Dépasser le niveau économique et technique des USA, mener la lutte subversive dans les pays en voie de développement, diriger un bloc communiste qui se divise, voilà autant d'œuvres capitales que les maîtres du Kremlin ne peuvent mener de front avec la même vigueur.

Cette fois encore, Moscou est à l'heure du choix : continuer l'attaque au risque de s'essouffler, ou marquer un temps de stabilisation économique, de perfectionnement technique et de raffermissement idéologique. Pour fourbir ses armes nouvelles, M. Khrouchtchev a donc choisi la trêve avec tout ce qu'elle peut comporter d'actions auxiliaires destinées à affaiblir le camp adverse. C'est là, semble-t-il, le programme de ces quelques années à venir.

* * *

Malgré le bicéphalisme du monde communiste de maintenant, l'évolution à court terme de la stratégie soviétique

conservera son influence prépondérante sur la politique mondiale. La Chine populaire, en raison de la faiblesse de son potentiel ne pourra jouer qu'un rôle limité et contrôlé, tant en Asie que dans le reste du tiers-monde.

L'impasse de l'économie soviétique permet de voir que l'Occident ne sera ni rejoint, ni dépassé en 1965, pas plus qu'en 1972. Le défi sera néanmoins de nature à inquiéter les pays capitalistes. La réalisation du plan septennal renforcera la puissance de l'Union et multipliera son pouvoir de persuasion. Le niveau de vie russe, avant d'être comparable à celui des USA, se rapprochera plus vite des standards européens. L'expansion du revenu national de l'URSS facilitera sa pénétration dans les pays sous-développés en vue de rétrécir la sphère d'influence occidentale.

En politique extérieure, l'Union Soviétique trouvera probablement son intérêt dans une coexistence pacifique marquée par une succession d'accords Est-Ouest de portée limitée. Dans les pays du tiers-monde, elle devra se contenter de consolider les têtes de pont déjà établies.

Dans le monde communiste, la scission entre Moscou et Pékin ira en s'approfondissant dans la mesure où la lutte d'influence en Extrême-Orient, dans les pays en voie de développement et au sein des partis frères les obligeront à entrer en compétition. Vraisemblablement, cette lutte contraindra le camp marxiste à s'accommoder d'une part des régimes titistes condamnés jusqu'ici, et d'autre part à renforcer le contrôle des satellites au loyalisme toujours douteux. Cette contradiction porte en elle les germes de difficultés nouvelles.

Quoi qu'il en soit, l'avenir des stratégies du monde communiste produira à court terme des remous de surface dangereux parce que l'actualité leur donne une ampleur qui masque souvent les lames de fond de plus grande et plus lente envergure.

Major E. STETTLER